

22 MARS 2018

LES ANIMATEURS/TRICES

DANS LA RUE POUR EXPRIMER LEUR MÉCONTENTEMENT

**PARTOUT SUR LE TERRITOIRE, ILS REJOINDRONT
LES CORTÈGES POUR DÉNONCER LA CASSE DU
SERVICE PUBLIC ET RÉAFFIRMER LA NÉCESSITÉ D'UN
VÉRITABLE SERVICE PUBLIC DE L'ANIMATION.**

Le président des riches n'a que faire de l'intérêt général puisqu'il a choisi d'être au service de l'intérêt des actionnaires. N'oublions pas qu'il faisait partie du gouvernement précédent qui, sous prétexte de réformer l'école, a procédé au transfert des compétences de l'État vers la territoriale, sans les moyens nécessaires par la réforme des rythmes scolaires.

Aucun bilan n'a d'ailleurs été réalisé puisqu'il aurait révélé un échec d'égalité de traitement des usagers en matière de services publics de l'éducation sur le territoire.

Aujourd'hui, c'est par un faux débat sur la semaine de 4 ou 4 jours et demi que le gouvernement Philippe se désengage à mi-mot sur l'attribution du fonds de soutien. Pourtant, le loisir éducatif du mercredi et des vacances scolaires est essentiel au développement des enfants et de la jeunesse.

Quel avenir peut-on encore espérer pour les enfants et leurs familles en termes de qualité éducative, gage d'émancipation citoyenne pour les futures générations ?

Quel avenir avec cette politique destructive de nos conquits sociaux obtenus par les luttes ? Les personnels d'animation sont en droit d'exiger des emplois stables, un déroulement de carrière et la reconnaissance de leur qualification professionnelle !

Quel avenir pour nos services publics périéducatifs, garants de l'intérêt général, héritage du Conseil National de la Résistance (CNR) ?

Luttons pour maintenir nos droits et en conquérir d'autres, pour la sauvegarde de nos services publics et pour un service public de l'animation.



MANIFESTATION NATIONALE LE 22 MARS

NOUS ALLONS DEVOIR NOUS BATTRE TOUS ENSEMBLE !